

débat *militant*

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 59 | 11 février 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Manifestations lycéennes, 5 février, crise du Non au sein de la CGT : quelle politique pour faire céder le gouvernement ?](#)
- [Le PCF en campagne pour rassembler « la » gauche en 2007. L'alternative peut-elle échapper à l'alternance ?](#)
- [Politique des USA : une « nouvelle étape »... libérale et impérialiste.](#)
- [Forum social mondial de Porto Alegre : garder un esprit critique et révolutionnaire](#)
- [A propos de la commémoration de la libération d'Auschwitz, comprendre la barbarie de la société de classe](#)
- [Notes de lecture : *Que pense Allah de l'Europe ?* de Chahdortt Djavann](#)
- [Pour le monde du travail, exercer ses droits de citoyens, c'est s'organiser en parti, revendiquer son droit à diriger la société](#)

Manifestations lycéennes, 5 février, crise du Non au sein de la CGT : quelle politique pour faire céder le gouvernement ?

Suite à l'irruption de la jeunesse dans la rue, Fillon a annoncé jeudi soir qu'il était « prêt à bouger sur tous les sujets », découvrant brusquement qu'il lui fallait être plus prudent avant de s'engager dans une réforme du bac. Ce que veulent les jeunes comme les enseignants, c'est le retrait pur et simple du projet Fillon, son premier recul purement de forme, ne peut satisfaire personne, mais il montre qu'il est possible de faire céder le gouvernement. Son inquiétude face à 100 000 jeunes manifestants indique la voie : quand on sort des cadres tout faits, des routines des appareils, tout peut changer très vite.

Après la journée du 5 février, un seuil vient d'être franchi. Déjà, le succès du 5 marquait une étape, par delà la volonté des centrales syndicales. Les manifestations réunissaient ce jour-là 600 000 personnes, près du double de celles du 20 janvier, dont de nombreux salariés du privé, de grosses entreprises de l'industrie mais aussi de petites entreprises, du commerce, etc., sous leurs propres banderoles ou sous celles des Unions locales. Le ton des cortèges était au « tous ensemble », public et privé unis contre les attaques du patronat et du gouvernement, contre tous les reculs sociaux. Comme le disait la presse le lendemain « le rejet était palpable dans la rue ».

Après les retrouvailles du 20 janvier, chacun vérifiait le 5 février que c'était du solide, que le privé était là ainsi que les jeunes avec des cortèges lycéens dans plusieurs villes. Et bien des militants, heureux du succès, se réjouissaient en même temps du « non » imposé à la direction de la CGT avec le sentiment que l'opinion de la base avait enfin pesé.

Mais les appareils syndicaux sont apparus, eux, sans aucun plan de mobilisation. Face au succès, ils ont tous parlé de « bonne surprise », mais cette journée ils l'avaient prévue différente : décidée de longue date indépendamment du 20 janvier, elle était conçue comme une journée isolée, sans grève, pour quémander l'ouverture de « négociations » au moment où débutait au Parlement la remise en cause des 35 heures. Thibault a parlé le soir du 5 de la « responsabilité de réfléchir aux suites à

donner », mais il est clair que seule la pression des 600 000 manifestants et maintenant celle des jeunes qui n'attendent rien et ne demandent rien à personne, peut aider leur « réflexion ».

Le mécontentement force les barrages, y compris à la direction de la CGT

La contestation, le mécontentement, le refus de l'adaptation prônée par les appareils se sont aussi exprimés dans la CGT où les membres du CCN (comité confédéral national composé des représentants des UD et des fédérations) ont fait le choix de relayer le « non » de la base. Quels que soient leurs calculs bureaucratiques et politiques, ce « non » fait écho à celui des salariés d'EDF en 2003 alors que la CGT appelait à voter la réforme de leur système de retraite. Un écho amplifié, au moment où la mobilisation redémarre, où le monde du travail regroupe ses forces et où se discute, pour les besoins de la lutte, le bilan de 2003.

Au-delà des règlements de compte dans l'appareil de la CGT et des luttes d'influence entre le PC et le PS, la crise ouverte par le « non » dans la CGT crée un espace de liberté nouvelle pour la discussion et la contestation. La direction de la CGT a présenté ce vote comme un retour en arrière, « *une prise de position qui finalement revient sur les 10 ans, 15 ans de l'évolution initiée par Louis Vianet et continuée par Bernard Thibault* » selon Le Duigou. Mais il ne s'agit en rien d'une résurgence du passé, c'est au contraire la réalité de rapports politiques nouveaux qui est en train de s'écrire. Contrairement aux calculs de la direction, les débats qui ont eu lieu dans les syndicats sur l'Europe ont encouragé une partie des militants à se réapproprier le débat politique, à exprimer un « non » ouvrier et à contester les diagnostics partagés de toutes sortes.

La direction de la CGT a, semble-t-il, été prise au dépourvu par le vote du CCN. Larose, ancien dirigeant de la fédération textile, a dénoncé « *ceux qui avaient déjà appelé à voter contre le projet de constitution alors qu'elle était encore en anglais* »... Rabhi, son successeur, a lui expliqué : « *j'étais monté à la fédération parce qu'il y avait un changement d'orientation... pas question pour moi de porter une telle ligne* ». Quant à Thibault, qui refusait dans son discours avant le vote d'être « *otage du débat politique* » (lui qui était allé se faire ovationner au congrès du PS) et prédisait que « *les plus grands bénéficiaires de l'opération seraient le Medef et le gouvernement* »... il a dénoncé après le vote « *de grave carences en matière de démocratie interne et de respect des règles de vie commune* » !

Depuis, Thibault a tenté de minimiser la crise, craignant manifestement qu'elle ne profite au courant lutte de classe et aux militants d'extrême gauche. La direction prépare désormais le prochain congrès et « *l'évolution des structures et des modes de fonctionnement* » afin de réduire les obstacles à son adaptation et à son intégration à la CES.

Effets différés de 2003

Jusqu'où ira la crise, personne ne le sait, mais les enjeux sont tels pour les différentes composantes de l'appareil qu'elle peut avoir dans le contexte politique actuel des développements inattendus, encourageant les militants qui n'acceptent pas cette évolution. La crise du monde syndical, les craquements des vieux appareils, contribuent à créer les conditions pour que se constitue un courant lutte de classe non seulement dans la CGT mais, au-delà, dans tout le monde du travail et ses organisations.

La volonté de lutte, de contestation tous ensemble, la méfiance des appareils qui avaient été désarmées et étouffées en 2003 par les directions des centrales syndicales et par la pression du social libéralisme, resurgissent aujourd'hui. Aidé par la fougue et la liberté de la jeunesse, sa révolte, le monde du travail est en train de se libérer de cette pression qui avait contribué à l'échec et qui, depuis, pesait.

Le gouvernement, lui, rejoue le même film, Raffarin expliquant « *je ne méprise pas les manifestations, mais je demande aux leaders syndicaux de ne pas mépriser le Parlement* ». Mais la situation n'est plus la même qu'en 2003. Tout le monde a en tête le « *ce n'est pas la rue qui gouverne* » d'alors et, si les directions syndicales n'ont pour le moment pas d'autre calendrier que celui du Sénat et de l'Assemblée, la jeunesse vient de faire à tous une démonstration « *de rue* » après que Fillon ait vainement déclaré « *maintenant, le débat est à l'Assemblée nationale, devant la représentation du peuple* ».

L'irruption de la jeunesse

Plus de 100 000 manifestants aux quatre coins du pays, des dizaines de milliers à Paris, 12 000 à Lyon, entre 5 et 6000 à Bordeaux, 6000 à Rennes, 3000 à Grenoble... dans toutes les villes grandes ou petites, les lycéens sont descendus spontanément dans la rue, prenant leurs affaires en mains, improvisant les manifestations et prenant tout le monde par surprise.

Au-delà du rejet d'une école « *libérale et inégale* » c'est toute la société que la jeunesse conteste. Sur les pancartes, dans les manifs, des lycéens proclamaient « *Fillon, on n'est pas des moutons* », « *35h, Santé, Education, Fillon tu amènes la rébellion!* » ou « *Les flics au bahut, l'éducation est foutue!* ». « *On dit non au capitalisme* » expliquait une jeune à la presse. Et de fait, le combat de la jeunesse est organiquement lié à celui des salariés, les premiers cortèges lycéens ont d'ailleurs commencé à manifester dans certaines villes le 20 janvier, avec les salariés de la Fonction publique. L'inquiétude et la révolte de la jeunesse et des parents se rejoignent et s'encouragent mutuellement, la jeunesse lycéenne apportant sa liberté et son audace, son indépendance. Sa révolte échappe à tout appareil, elle a pris elle-même ses affaires en main, ce que les politiciens inquiets ont qualifié de mouvement « *désordonné* », « *irrationnel* »...

Débattre en toute liberté et regrouper pour la lutte

Thibault avait annoncé à la fin de la manif du 5 qu'il y aurait débat pour la suite.

De manière enthousiaste et décidée, la jeunesse vient de s'inviter dans le débat, apportant des éléments de réponse de façon concrète et vivante. Elle vient de démontrer qu'il est possible de faire reculer le gouvernement en s'emparant soi-même de son propre mouvement, en sortant des cadres prédéfinis, des journées d'actions « *ordonnées* » et « *rationnelles* ». Elle vient de faire franchir une étape au mouvement de contestation générale.

Le mouvement de 2003 s'était trouvé confronté à ses propres limites politiques, sa difficulté à s'émanciper des pressions social-libérales, des illusions corporatistes et à l'absence de projet de transformation sociale, contraint d'abandonner, malgré lui, son sort au Parlement.

Pour amplifier la mobilisation, préparer le mouvement d'ensemble pour faire reculer le gouvernement, les salariés ont besoin de retrouver toute leur indépendance de classe, de ne compter que sur eux-mêmes, et de penser la lutte en termes politiques, de rapport de forces entre le monde du travail et la bourgeoisie.

La revanche sur l'échec de 2003 est à portée de main.

Les conditions nouvelles permettent aujourd'hui de débattre en toute liberté et d'œuvrer au regroupement de tous ceux qui veulent aller jusqu'au bout pour faire céder le gouvernement et le patronat, dans les syndicats, parmi la jeunesse, dans les mobilisations et tout le mouvement social. La nécessité de ce regroupement, d'une coordination, d'un parti des luttes se fait concrètement sentir et sa construction est au cœur des mobilisations en cours. Parti pour préparer et généraliser les luttes aujourd'hui, rompre les routines d'appareils, aider les travailleurs à diriger eux-mêmes leurs affaires, politique indissociable d'un projet de transformation de la société par les travailleurs eux-mêmes.

Carole Lucas



Le PCF en campagne pour rassembler « la » gauche en 2007

L'alternative peut-elle échapper à l'alternance ?

Formidable » : Marie-George Buffet ne cachait pas sa joie après le rejet du projet de traité constitutionnel européen par le comité confédéral national de la CGT le 3 février dernier. À « Tulle le soir même lors d'un meeting unitaire en faveur du « non » sur les terres de François Hollande puis le lendemain matin sur le plateau de France 2, la secrétaire nationale du PCF affichait sa satisfaction de compter dorénavant la CGT dans le camp du « *non de gauche* ».

Un entrefilet publié dans *L'Humanité* rectifiait le tir dès le 5 : « Sur France 2 vendredi matin, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, a qualifié de “formidable”, le fait que les salariés se mobilisent pour faire échec aux politiques libérales et s'emparent du référendum pour exiger une autre politique en France et en Europe, précisait le quotidien communiste. La secrétaire nationale du PCF a réaffirmé qu'elle n'avait pas à porter d'appréciation sur une décision de la CGT. »

La rapidité de cette mise au point est significative. La direction du PCF ne tient nullement à gêner l'équipe entourant Bernard Thibault et risquer d'ouvrir une crise au sein de la centrale qui pourrait échapper au contrôle des uns comme des autres. Il n'est évidemment pas question Place du Colonel-Fabien de sortir du chemin balisé qui, selon toute probabilité, devrait conduire partisans du « *non de gauche* » et du « *oui de gauche* » à se retrouver en 2007.

C'est le sens des « *forums-programmes* » lancés par le PCF parallèlement à sa campagne pour le non au référendum. Une première réunion était organisée à Marseille le 12 janvier en présence de Marie-George Buffet. D'autres suivront. Le processus devrait déboucher sur une rencontre nationale à l'automne. Sous une nouvelle dénomination est repris le projet de forums concocté par Robert Hue après le mouvement de novembre-décembre 1995 et qui avait ouvert la voie à la gauche plurielle en 1996 et à la victoire de 1997. Cette fois-ci, il s'agit de construire l'alternative en opposition à l'alternance social-libérale. Mais cette alternative peut-elle se passer de l'alternance ?

La secrétaire nationale du PCF a résumé la philosophie de ces « *forums-programmes* » dans *L'Humanité* le 20 janvier : « résister, faire bouger la gauche, gagner les consciences sur la possibilité de changer vraiment la vie quotidienne, ouvrir la fenêtre d'autres possibles et en faire une affaire populaire. Le fonds commun qui y sera élaboré sera la propriété de tous ceux et celles qui y auront contribué, et il faudra tout faire pour le rendre incontournable à gauche. Il faut répondre à l'exigence d'une vie meilleure. Il faut façonner une autre politique. »

Dans cette même tribune, Buffet s'est employée à préparer les esprits de ceux qui douteraient encore que le projet du PCF soit de gouverner à nouveau avec les socialistes : « [...] à gauche, faut-il être des soi-disant raisonnables qui tiennent le capitalisme pour la fin de l'histoire et qui nient la réalité de la lutte des classes en cours ? Ou faut-il être de celles et ceux qu'on traite de doux rêveurs, voire d'archaïques, manière de les faire taire, parce qu'ils portent la volonté de répondre aux attentes et aux aspirations ? Il y a quelque temps la question n'était plus posée : l'évidence était d'accepter l'ordre établi. Aujourd'hui, de nouveau, elle traverse toutes les forces progressistes, toute la gauche, y compris le PS, de façon nouvelle. »

Même Dominique Strauss-Kahn ? C'est ce que suggère l'échange feutré dans le quotidien communiste sur le retrait immédiat de la directive européenne sur les services — la directive Bolkenstein — réclamé par DSK, une des éminences grises du PS en charge avec Martine Aubry et Jack Lang du projet socialiste pour 2007 : Francis Wurtz se félicite de la « *critique tonique de l'ancien ministre de l'Économie* » avec qui il souhaite « *pouvoir confronter, de vive voix et au grand jour, nos évaluations de l'expérience européenne et nos visions d'avenir respectives [...]. Malheureusement, cela ne semble pas lui être possible. À moins que “l'effet Bolkestein” nous réserve d'autres bonnes surprises.* » D'autres bonnes surprises ? Sûrement pas pour les acquis ouvriers entamés par vingt années de politique antisociale sous gouvernement PS-PCF !

Le « *non de gauche* » de Buffet reste bien compréhensif à l'égard de ce « *oui de gauche* » auquel adhère la majorité socialiste ; il légitime l'idée d'un camp — « la » gauche — dans lequel se fondrait aussi bien le PCF, le PS que... la Ligue ou LO ; et il laisse ouverte la possibilité d'un ralliement du PCF au PS en 2007. Le PCF invite donc l'ensemble des forces de gauche à s'inscrire dans une « *construction commune* », une manière de découpler les questions liées à l'Europe de celle du pouvoir, et de préparer ainsi le terrain à un ralliement aux socialistes malgré les divergences sur la Constitution européenne.

La condamnation du traité d'Amsterdam n'avait pas empêché hier les communistes de gouverner avec les socialistes, à commencer par Marie-George Buffet restée au pouvoir cinq ans aux côtés de Lionel Jospin. Une ratification du traité constitutionnel ne gênera pas plus l'équipe à la tête du PCF, comme ses opposants du reste qui gèrent mairies, départements et régions de concert avec socialistes et Verts, et sans faute note ou presque.

Buffet a prévenu par avance de l'attitude à venir de son parti « *pour rassembler toute la gauche* » en 2007 : « *si le oui l'emportait* », les communistes devraient continuer « *le débat avec le PS et se battraient sur le contenu des propositions* ». La direction communiste entend dessiner une « *alternative* », martèle-t-elle. Elle prépare en réalité l'alternance ; et elle se fixe explicitement pour

objectif de rassembler le plus largement possible autour du PCF tous les « *anti-libéraux* » afin de contrebalancer le poids du PS au sein de « la » gauche. La campagne du « non » doit jeter les bases de ce regroupement auquel travaillent Marie-George Buffet et une fraction de l'appareil communiste depuis les régionales et les européennes. Pas plus. Surtout pas plus. Et ils ne s'en cachent nullement...

Lors des élections de 2004, le président de la Fondation Copernic, ordonnateur aujourd'hui de « l'appel des 200 », Yves Salesse, annoncé un temps candidat en 2004 dans la région Sud-Est, avait apporté un soutien appuyé à cette orientation ; partant, c'est très logiquement que les uns et les autres en défendent aujourd'hui la perspective, et ce même si des rivalités opposent naturellement les directions communistes, de Copernic ou encore d'ATTAC. Chacun tire à soi la couverture. Mais ils tirent dans le même sens. Là est l'essentiel.

La bataille unitaire pour le « non » n'implique nullement que l'extrême gauche taise ses critiques, son opposition à cette politique. Affirmer un « non » indépendant des divers rabatteurs de voix pour le PS est la seule façon d'éviter la confusion entre notre combat et ceux des Buffet, Mélenchon et consort. Défendre notre programme d'urgence social et démocratique pour les États-Unis socialistes d'Europe donne un contenu à notre « non » qui distingue la nécessaire rupture révolutionnaire dont nous sommes porteurs de l'exigence d'une simple réorientation de la construction européenne défendue par le PCF et bien des courants qui se retrouvent autour du « non » actuellement.

Les révolutionnaires ont une autre ambition que d'œuvrer au rassemblement des anti-libéraux et d'aider à reconstituer une nouvelle mouture d'union de la gauche ; ils définissent une autre perspective. Laisser accroire l'inverse serait une erreur : nous n'apporterons pas notre caution à une entreprise chaque fois recommencée depuis 1981 et aboutissant inmanquablement aux mêmes désastres.

Nous ne sommes pas l'aile gauche de cette gauche : nous sommes en rupture avec elle ; et nous nous différencions des courants de cette gauche dite radicale engagés telle Alternative citoyenne en Île-de-France dans la gestion d'une région avec le PS.

La volonté de rééquilibrer « la » gauche au profit de sa composante non-socialiste alimente les reclassements. Ce n'est pas nouveau. Les dernières élections régionales ont marqué une nouvelle étape avec l'intégration de secteurs issus du mouvement social à l'instar de Claire Villiers d'AC!. Les choses se poursuivent et se poursuivront, et ce d'autant plus que la perspective d'un retour aux affaires ouvrent les appétits.

Nous ne sommes pas en 1992 où un PS usé par le pouvoir menait campagne pour Maastricht sur les mêmes estrades que l'UDF de Valéry Giscard d'Estaing : à l'époque la perspective du retour au pouvoir de la droite se profilait ; aujourd'hui ce sont les victoires répétées aux régionales, européennes, cantonales et sénatoriales du PS qui motive les ralliements. Miser aujourd'hui sur l'évolution à gauche du PCF et de ses nouveaux ralliés est un raisonnement probablement bien peu fondé et surtout qui exprime un manque de confiance dans nos propres perspectives.

Il n'y a pas d'alternative à notre propre investissement dans les luttes pour aider les travailleurs à en prendre eux-mêmes la direction et contribuer ainsi à l'émergence de ce « parti de la grève » traçant la perspective d'un mouvement d'ensemble, cette organisation qui a tant fait défaut pour donner un cap aux mobilisations du printemps 2003.

L'irruption du mouvement de masse sur le devant de la scène porte en lui-même l'espoir de vrais changements et non une réédition de la gauche plurielle, rebaptisée durable ou non, l'alternance future rebaptisée alternative.

Il n'y a pas de réponse à l'offensive libérale dans le cadre institutionnel. Elle se dessine dans la mobilisation et l'organisation du monde du travail, de la jeunesse. Et c'est dans ces mobilisations que nous pouvons emporter l'adhésion des militants socialistes et communistes à la recherche d'une véritable alternative à l'Europe capitaliste : une alternative socialiste et communiste celle-là.

Serge Godard



Politique des USA : une « nouvelle étape »... libérale et impérialiste.

La nouvelle secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a voulu marquer sa visite à Paris en début de semaine du sceau de la réconciliation avec la France, inaugurant le nouveau discours en vigueur à la Maison Blanche pour le deuxième mandat de Bush : diplomatie avant tout et nouvelle « *croisade mondiale pour la liberté* » dans le monde.

Elle a annoncé vouloir tirer un trait sur le passé - elle qui voulait « *punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie* » de ne pas avoir suivi les troupes américaines en Irak -, « *relancer les relations avec la France et renforcer la coopération avec l'Europe* », en particulier « *pour la paix au Proche-Orient* ». Tout au long de sa tournée européenne - Italie, Vatican, Paris puis Bruxelles - elle n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de convaincre que sur les problèmes du Proche Orient, de l'Irak, de l'Iran ou de l'Otan, la coopération avec les puissances européennes dans leur ensemble était possible et souhaitée.

Une vraie opération de charme... à laquelle Chirac et Barnier ont répondu en soulignant « *les points de convergence entre Paris et Washington* », et en affirmant que vis-à-vis de l'Iran, que l'Europe voudrait empêcher de fabriquer l'arme nucléaire, la France et les Européens avaient besoin « *de la confiance et du soutien des Etats-Unis* ».

L'Administration Bush tournerait-elle le dos à sa politique passée d'unilatéralisme et de mise en demeure ? Les propos de la secrétaire d'Etat voudraient le laisser croire.

Deuxième mandat de Bush : un nouveau discours pour la même politique

Condoleezza Rice a inauguré en Europe le nouveau discours de la Maison Blanche depuis l'investiture de Bush, dont les objectifs ont été définis lors des fêtes du 20 janvier et dans le discours sur l'état de l'Union, le 2 février dernier.

Les médias ont mis en avant le fait que le mot Irak n'avait pas été prononcé. La guerre préventive, la lutte contre le terrorisme et l'« axe du mal » ne figurent plus dans les objectifs affichés par la Maison Blanche qui prétend aujourd'hui lutter pour la liberté et la fin de la tyrannie dans le monde. « *Il n'y a qu'une force, dans l'Histoire, qui peut briser le règne de la haine et du ressentiment (...) c'est la force de la liberté humaine... Les événements et la raison nous mènent à une conclusion : la survie de la liberté dans notre pays dépend de plus en plus du succès de la liberté dans d'autres pays. Le plus grand espoir pour la paix chez nous est le développement de la liberté dans le monde entier (...). C'est la vocation de notre temps.* » a déclaré Bush qui a tenté de se présenter comme un nouvel ami de la démocratie et des peuples : « *L'Amérique n'imposera pas son propre style de gouvernement à ceux qui ne le souhaitent pas. Notre objectif est plutôt d'aider les autres à parler de leur propre voix, obtenir leur propre liberté et tracer leur propre voie. Le grand objectif de mettre fin à la tyrannie est l'œuvre de plusieurs générations. La difficulté de la tâche n'est pas une excuse pour l'éviter. L'influence de l'Amérique n'est pas illimitée mais, heureusement pour les opprimés, elle est considérable et nous l'utiliserons avec confiance pour la cause de la liberté.* »

C'est une autre image que celle donnée au lendemain des attentats du 11 septembre que veut manifester donner l'impérialisme américain dont la politique est largement contestée aujourd'hui par une grande partie de la population américaine qui s'inquiète de « *l'absence de plan* » de l'Administration Bush dans ses aventures guerrières. La popularité de Bush est la plus basse qu'ait jamais connu un président depuis que les sondages existent. Un sondage a révélé que 75 % de la population estimaient que « *le président américain n'a pas de plan clair pour quitter l'Irak et qu'à la fin de son second mandat, il y demeurera un "nombre significatif" de soldats américains* », exprimant par là le fait qu'ils ne croient plus aux mensonges de Bush sur la prétendue marche vers la démocratie en Irak.

Les discours sur la nouvelle croisade pour la liberté révèlent à quel point l'impérialisme américain a besoin de justifier aux yeux de l'opinion mondiale et à ceux de son propre peuple la liberté d'exploiter, de piller, qu'il ne peut imposer que par la seule force de ses armées.

Les aventures guerrières de Bush contribuent à creuser le déficit américain qui affiche des records jamais atteints, et il va devoir demander au Congrès une rallonge de plus de 100 milliards pour

financer la guerre en Irak. C'est toute la population laborieuse américaine qui supporte le coût de cette fuite en avant militariste pour l'ouverture des marchés aux multinationales. Un vaste programme de régression sociale et des libertés, de coupes claires dans le Budget, d'austérité pour toutes les dépenses publiques et sociales, est annoncé. L'Administration prépare un plan de privatisation du système de retraite de base présenté comme la priorité de ce mandat et qui est rejeté par la très grande majorité des salariés.

Une nouvelle justification politique de l'offensive libérale et impérialiste

Les propos de Condoleezza Rice devant la commission des affaires étrangères du Sénat sur « *le temps venu de la diplomatie* » ne peuvent masquer la force brutale des armées au service des objectifs impérialistes de domination et de pillage des peuples que poursuit l'impérialisme américain.

Interrogée sur le retrait d'Irak des troupes américaines, Condoleezza Rice a dû reconnaître qu'aucun plan de retrait n'était pour le moment envisagé. Le maintien de leurs troupes constitue pour les dirigeants américains un aveu du fiasco de leur politique en Irak mais vis-à-vis des populations opprimées, ils ont besoin de légitimer les élections et le nouveau gouvernement à leur solde imposé à la population, de même qu'il leur faut justifier auprès de l'opinion américaine le maintien de l'occupation militaire et les milliards engloutis dans les dépenses d'armement.

La croisade de Bush pour la liberté constitue une nouvelle justification politique de l'offensive libérale impérialiste dont le corollaire est le renforcement du militarisme. Sur la base d'un nouveau rapport de force défavorable aux peuples après les guerres en Afghanistan et en Irak, l'impérialisme au moment où il s'engage dans une nouvelle étape de son offensive, en particulier dans le cadre du « Grand Moyen Orient », a besoin d'une nouvelle diplomatie.

Accusé de vouloir fabriquer l'arme atomique, l'Iran semble bien être la prochaine cible des USA. Condoleezza Rice a été interpellée par les sénateurs à propos d'une information publiée dans l'hebdomadaire New Yorker par le journaliste Seymour Hersh sur des opérations secrètes menées sur le sol iranien par des forces spéciales américaines, à la recherche de cibles potentielles, nucléaires, chimiques ou des sites de missiles, en vue de frappes américaines. La secrétaire d'Etat n'a pas démenti. Et Bush a déclaré sur la chaîne de télévision NBC News qu'il « *n'exclurait pas l'action militaire contre l'Iran, tant que Téhéran ne se montrerait pas plus coopératif quant à la nature de son programme militaire. J'espère que nous pourrions régler cela de façon diplomatique, mais je n'exclurai aucune option* ».

L'« *axe du mal* » transformé selon la nouvelle terminologie de la Maison Blanche en « *postes avancés de la tyrannie* » s'est élargi, en plus de l'Irak, de l'Iran et de la Corée du Nord, à Cuba, la Biélorussie, le Zimbabwe et la Birmanie. Toujours selon Seymour Hersh, « *le président a signé une série de conclusions et de décrets autorisant des unités des Forces spéciales et des commandos secrets à conduire des opérations clandestines contre des cibles suspectées d'activités terroristes dans une dizaine de pays du Moyen-Orient et d'Asie du Sud* ».

Bush a annoncé à l'armée, le 18 janvier, lors d'une manifestation d'hommage aux vétérans de l'armée américaine, qu'elle serait « *bien plus sollicitée lors de son second mandat* » à la Maison Blanche : « *Nous vous en demanderons bien plus lors des mois et des années à venir* », a-t-il dit aux 7 000 participants à cette cérémonie.

* * *

Occupation dévastatrice en Irak, bruits de bottes en Iran, troupes déployées partout dans le monde qui imposent le droit du plus fort à piller et exploiter les peuples... tel est le visage de l'impérialisme américain dont la défense des intérêts sème sur toute la planète la misère et le désespoir.

Là est le vrai visage de la diplomatie de la liberté.

Les dirigeants américains n'ont de cesse de tenter de donner à leur politique une autre image, une image acceptable, comme ils ont essayé de le faire après le tsunami en Asie, en voulant apparaître comme les champions de l'humanitaire. Le cynisme de Condoleezza Rice qui y a vu une « *bonne occasion* » pour l'Amérique révèle bien toute l'hypocrisie des discours sur la liberté et la paix.

Aucun peuple ne peut être dupe, et surtout pas le peuple palestinien, tant il est vrai qu'ils ne connaissent qu'une réalité, celle de l'arrogance des grandes puissances, du pillage des richesses et de la guerre. La liberté de Bush, c'est la liberté pour les classes dominantes d'exploiter, d'opprimer, de piller, elle a en corollaire, nécessairement, le développement du militarisme.

Le décalage de plus en plus marqué entre la réalité de la politique impérialiste et ses justifications, ouvre la voie à une contestation toujours plus large de sa domination par les travailleurs et les peuples.

Catherine Aulnay



Forum social mondial de Porto Alegre : garder un esprit critique et révolutionnaire

On vient d'assister à Porto Alegre au cinquième FSM et ses conclusions méritent une réflexion approfondie des militants et organisations révolutionnaires. Beaucoup de questions politiques se posent autour du Brésil et de l'Amérique Latine vu le lieu et les participants du Forum, d'autres ont une portée plus générale.

De ce point de vue, les deux questions qui apparaissent comme les plus importantes sont la place de ce Forum en relation au « mouvement alter mondialiste » et son histoire d'un côté, et la situation politique en Amérique Latine en relation à Chávez et Lula, de l'autre... Par ailleurs, ce sont les questions centrales abordées dans les bilans de *Rouge* (François Sabado, numéro du 3 février), du SWP anglais (Chris Hartmann, *Socialist Worker*, 5 février mais aussi Alex Callinos, *SW*, 22 janvier) et Léonce Aguirre (édito de *Rouge*, 27 janvier).

Le FSM : quel résultat ?

Comment mesurer le résultat du FSM ? Après tout, comme toute activité humaine et politique, elle doit être soumise aux bienfaits de la critique. Ce n'est pas par hasard que *Rouge* et le SWP commencent par souligner la présence de 150 000 ou 200 000 personnes. Mais cette donnée est la moins importante vu le contenu et la trajectoire des FSM. La quantité de spectateurs ne nous dit rien sur la qualité de la pièce qui est jouée au théâtre.

D'après sa Charte, le FSM est un « *espace ouvert de rencontre pour intensifier la réflexion, mener un débat démocratique...* » La lecture de ce document nous indique clairement en tout cas qu'il ne s'agit pas d'un rassemblement de lutte, de militants, de tendances et structures qui combattent le capitalisme et ses horreurs.

La présence de partis politiques est interdite et l'on s'adresse à la « société civile ». Les classes sociales sont dissoutes et l'on construit à leur place des citoyens et des mouvements autonomes. Le pouvoir politique est neutre et ne doit pas être considéré comme une cible et encore moins comme un ennemi. Au nom de la lutte contre le néo-libéralisme, on s'empêche de parler, d'analyser, de critiquer et de lutter contre le capitalisme comme système d'exploitation économique et de domination sociale et politique. Pour défendre les luttes précises et localisées, on s'interdit une intervention et un mouvement d'ensemble. Il y a trois mots interdits dans le langage du FSM : lutte de classes, capitalisme, socialisme. À leur place, on trouve : dialogue, partenariat, mouvement.

Les origines politiques du FSM confirment cette analyse même si celle-ci en force le trait. Il s'agissait en 2000-2001 d'une alliance entre le PT -pour promouvoir la candidature et le programme traître de Lula- et le « mouvementisme » -avec, de leur part, un effort théorique et pratique pour dissoudre toute présence des organisations politiques et syndicales-, ATTAC et son « réformisme » et d'autres organisations, le tout avec une coloration de gauche donnée par Porto Alegre, la municipalité aux mains de la tendance Démocratie Socialiste (DS) du PT, affiliée au Secrétariat unifié de la 4^{ème} internationale.

Les organisateurs du FSM ont accentué en 2005 toutes ces tendances négatives. Les manifestations n'ont pas eu d'axe revendicatif -qui devait être de toute évidence le combat contre la guerre, contre Bush et l'impérialisme. Le Forum lui-même avait été structuré sur la base de 11 « axes thématiques » (la pensée autonome, la diversité, l'art, la religion, l'environnement et aussi la paix, les

droits de l'homme...), de quoi produire dispersion et fragmentation. Il n'y a pas eu de débat central et bien sûr pas non plus de conclusions ni d'appels. Les participants ont affiché 352 propositions que presque personne n'a lues. On a eu droit à un FSM « autogéré », une réunion en réalité qui avait l'objectif de faire diversion.

Même pour les promoteurs du FSM comme Emir Sader, la version 2005 a été caractérisée par l'absence de la classe ouvrière et du sous-prolétariat jeune et urbain. Quel aveu pour une structure qui voudrait être l'expression des « mouvements sociaux ».

Lula et l'impérialisme

Pendant le FSM, la *Folha de Sao Paulo* (Le Figaro du Brésil) titrait dans son édition du 30 janvier : « *Lula est un exemple pour le monde, dit la Citibank* » ; c'est-à-dire que la présence de Lula à Porto Alegre est celle d'un gouvernement qui exprime directement les intérêts et la politique de l'impérialisme et du capital financier international. Le PT n'est pas aujourd'hui l'aile gauche d'un gouvernement d'union nationale. C'est le centre qui organise les attaques contre la classe ouvrière et les masses. Condoleezza Rice, lors de son audition par le Sénat suite à sa nomination comme Secrétaire d'Etat a évoqué un seul « partenariat » en Amérique Latine, celui avec Lula. Elle a évoqué aussi deux ennemis, Castro et Chávez.

Qu'est-ce que Lula pouvait faire au FSM ? Marquer une continuité, la sienne et celle du Forum, et insister sur l'idée que la vocation de Porto Alegre est de « dialoguer » avec Davos. Sa présence et son discours ont été un moment central, on pourrait dire « un moment de vérité ». Il faut construire des ponts entre les mouvements sociaux et les grands patrons, Lula dixit. Son discours a été suivi par 15 000 personnes dans le stade Giganthino avec une claque organisée par le PT. Les sifflements ont été très minoritaires...

Mais la manifestation contre Lula a été organisée à l'extérieur du stade par le PSTU et le PSOL. Nous y étions présents bien sûr, avec quelques milliers de participants dont très peu de non Brésiliens. Une mobilisation importante pour les militants, mais plutôt faible numériquement. Il faut comprendre que le gouvernement Lula est une vraie catastrophe pour le peuple brésilien. Il fait passer une politique favorable au grand capital (destruction du système de retraites, recul de salaires, intérêts usuraires, paiement de la dette), fort de l'aval que lui représente son élection et grâce au soutien du Parti des Travailleurs, converti en une machine de guerre... contre les travailleurs. Les effets sont terribles. La classe ouvrière connaît un recul important...

Les ruptures avec le PT

Le FSM a été l'occasion que s'expriment toute une série de courants, militants et organisations, opposés à Lula et au PT. C'était, de loin, l'aspect le plus intéressant du rassemblement.

Il y a une exception. La tendance DS, qui continue à revendiquer son appartenance au PT et au gouvernement Lula. De ce fait, elle se situe complètement à droite... La délégation de la LCR était de fait écartelée entre DS et son appui au PSOL.

Le parcours du PT entre 1980 et 2003-2005, entre la constitution d'un parti pour que les « *travailleurs votent travailleur* » qui devait unifier toutes les tendances du mouvement ouvrier et au-delà, et son exercice du pouvoir comme un agent du grand capital, pourrait être considéré comme « classique » mais doit être analysé d'une façon précise et concrète. De quelle manière, via quels mécanismes, à travers quels virages, ce processus a-t-il pris forme ? Sans doute, l'adaptation à l'Etat bourgeois a-t-elle été déterminante. Il y a correspondance entre le fond et la forme. Un parti qui conçoit sa victoire comme une conquête de positions à l'intérieur de l'Etat ne peut faire autre chose qu'adapter son programme -y compris dans son langage- à cette capitulation. La « vocation de gouvernement » n'est pas autre chose. La différence entre « réformistes » et révolutionnaires va au-delà de la radicalité de tel ou tel mot d'ordre. Il s'agit de la relation entre programme d'action, mobilisation et organisation, crise révolutionnaire, gouvernement ouvrier. Pour les révolutionnaires, seule compte l'intervention indépendante de la classe ouvrière et des masses ; le « réformiste », par contre, est intéressé par ses positions bureaucratiques et de pouvoir.

DS continue même aujourd'hui à considérer les 25 ans d'histoire du PT comme « son » histoire. Un parti laboriste, avec une forte influence de l'Eglise, des intellectuels et des fonctionnaires, dissout rapidement tout vestige de tendance révolutionnaire, de lutte, d'affrontement avec l'Etat. Le PT n'a

pas attendu la campagne électorale de 2002 pour ça, mais sa victoire a permis le parachèvement de son intégration au pouvoir.

La difficulté du PSOL et a fortiori des « dissidents » du PT est qu'il se refuse à ce bilan et peut reproduire l'histoire du PT. Au moment du FSM, s'est déroulée sa deuxième rencontre nationale (le premier congrès devrait se faire à la fin de l'année). Le parti est une fédération de tendances avec une orientation programmatique très générale et tournée pour l'instant vers l'obtention de sa légalité et de sa participation aux élections de 2006. Lors de cette rencontre, n'a pas été acceptée une motion de refus de toute alliance avec les partis bourgeois pour 2006.

Il nous faut soutenir ceux qui rompent avec le PT et il ne s'agit pas de donner des leçons. Mais il faut comprendre que la dégénérescence du PT et sa domination ont une portée historique et internationale et l'on ne peut pas faire l'économie de passer cette défaite par pertes et profits. Comme il a été dit à la réunion des « dissidents du PT », les militants ont le droit d'être amers, ils n'ont pas le droit d'être surpris.

Le FSM a montré qu'au Brésil la défaite du mouvement ouvrier que représente l'existence du gouvernement de Lula provoque un vrai débat entre des dizaines de milliers de militants et donnera lieu à des recompositions et des réalignements, qui progresseront d'autant plus rapidement que le mouvement ouvrier pourra se ressaisir, récupérer et affronter le gouvernement. Nous devons aider ce processus plutôt que de pratiquer une politique étroite à seule fin de gagner quelques militants pour proclamer une énième tendance.

Après Lula, Chávez ?

La pire des choses qu'on pourrait faire serait de courir derrière Chávez comme dirigeant révolutionnaire, après la « désillusion » de Lula. On prépare ainsi des nouvelles catastrophes. Néanmoins, cette confrontation entre Lula et Chavez a été un fil conducteur pour beaucoup au FSM, depuis le PSOL jusqu'à *Rouge* et au SWP.

Sans doute y a-t-il une différence entre le partenariat de Lula et Bush et l'appui du grand capital financier au gouvernement PT et les efforts de l'impérialisme pour chasser Chávez du pouvoir. Indiscutablement. Mais il y a aussi une continuité entre les gouvernements de centre gauche en Amérique Latine. D'ailleurs, au Forum s'est fortement manifesté cet axe Lula-Chávez-Kirchner-Vazquez. Chávez lui-même l'a ratifié comme conclusion de son discours à la réunion du Giganthino, pour contrer les critiques des assistants contre Lula : « *Et je suis sûr qu'avec Lula et le peuple du Brésil, avec Kirchner et le peuple d'Argentine, avec Vazquez et le peuple uruguayen, nous ouvrirons le chemin vers le rêve d'une Amérique latine unifiée* ».

Dans ce discours, Chávez fait une critique du capitalisme et se réclame d'un bloc international qui comprend Bouteflika, Poutine, Kadhafi. Il peut parler du socialisme et de la lutte contre l'impérialisme mais non de l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie, de la révolution prolétarienne. Contradictions d'un personnage atypique ? Non. Ce sont les traits d'un mouvement nationaliste dans une phase d'affrontement avec Bush, mais qui cherche aussi une forme de compromis.

Toute situation concrète demande une analyse concrète et c'est sans doute valable pour le Venezuela. Mais, pour les révolutionnaires, ce positionnement doit partir de l'indépendance politique, d'un programme de lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, pour un gouvernement ouvrier, pour la construction des organisations de lutte et révolutionnaires. L'apologie de Chávez et la découverte de ses supposées vertus révolutionnaires vont dans le sens opposé.

Où va le mouvement ?

À la fin du FSM, on peut se poser la question d'où va le « mouvement » alter mondialiste et plus généralement les questions de sa nature, de ses perspectives, de son avenir.

Callinicos et Hartmann, Sabado et Aguirre ont une réponse très simple : c'est la forme actuelle de toute lutte contre le capitalisme et bien sûr il va vers l'avant... à condition de renforcer son aile gauche, LCR, SWP et autres. Cette argumentation est erronée. Les faits démontrent que cette progression perpétuelle n'existe pas. Et toutes les tendances politiques ne peuvent pas être considérées comme « ailes » d'un même mouvement historique –et ce qui est en dehors comme sectaire. Le moins qu'on puisse dire est que la place du « mouvement alter mondialiste » reste encore

à définir et que ses tendances dominantes essayent de le structurer contre le mouvement ouvrier et les formes historiques de lutte contre l'oppression, comme une adaptation au capitalisme.

La continuité entre le Chiapas, Seattle, la mobilisation contre la guerre en Irak, les FSM, les FSE, le PT, la victoire de Lula, l'« argentinazo », Kirchner ATTAC, la IV Internationale, reste à démontrer. Il y a contradiction et opposition, et non continuité linéaire, entre les mobilisations contre l'impérialisme et le capitalisme d'une part, le FSM et le programme et la victoire de Lula d'autre part.

Les marxistes et les révolutionnaires participent à tout effort de lutte contre l'oppression en représentant les intérêts généraux du mouvement et sa perspective socialiste. L'adaptation opportuniste et la renonciation au programme au nom du combat contre le sectarisme signifient simplement qu'on n'a pas un rôle autonome à jouer, une personnalité politique affirmée.

Marcelo N.



A propos de la commémoration de la libération d'Auschwitz

Comprendre la barbarie de la société de classe

D'ampleur inégalée cette année, la commémoration de la libération des camps nazis a donné lieu à la diffusion ou rediffusion d'une masse de reportages et de témoignages et à un grand nombre de cérémonies. Ne pas oublier est évidemment essentiel mais nous ne pouvons partager le point de vue de Claude Lanzmann, le réalisateur du film *Shoah*, lorsqu'il explique au *NouvelObs* : « *Et puis, plus profondément, il ne faut pas essayer de comprendre le nazisme. Si on essaie de comprendre, on engendre le crime. Pourquoi les juifs ont-ils été tués ? Cette question même dévoile l'obscénité absolue qu'il peut y avoir dans le projet de comprendre.* ».

Il nous faut tout au contraire comprendre faute de quoi nous ferions des camps de la mort et du nazisme lui-même l'expression d'un Mal absolu, indépendant des rapports sociaux. C'est une telle condamnation, qui se situe uniquement sur le terrain de la morale, qui permet aux classes dirigeantes de faire peser un fardeau de culpabilité sur les populations prises dans leur ensemble pour mieux masquer leurs propres responsabilités. Les actuels maîtres du monde, grands ou petits, ont ainsi utilisé les commémorations pour vanter, en contrepoint de la barbarie nazie, les bienfaits d'une démocratie dont sont évacués tant les massacres perpétrés au Rwanda avec la complicité de l'armée française que les guerres menées contre les peuples au Moyen-orient et les traitements inhumains infligés aux prisonniers de Guantanamo et de la prison d'Abou Ghraib.

« Le capitalisme décadent pleinement responsable du sort effroyable des masses juives en Europe pendant la guerre »

« *En Allemagne c'est le pouvoir d'Etat, tombé entre les mains des dirigeants nazis, qui a organisé d'en haut la persécution et plus tard l'extermination des juifs. En ce sens c'est le capitalisme décadent qui remet sciemment le pouvoir entre les mains d'une bande de criminels sanglants, (qui) est pleinement responsable du sort effroyable des masses juives en Europe durant la guerre* », expliquait Ernest Mandel en 1947, dans un article intitulé « *La question juive dans le monde capitaliste* ».

Avant toute chose, et à l'appui de l'opinion de Mandel, il faut rappeler que ce n'est pas tout un peuple qui s'est jeté dans les bras de la dictature, mais bien les classes dirigeantes elles-mêmes. C'est le président Hindenburg qui nomma Hitler chancelier le 30 janvier 1933, alors que le parti nazi avait recueilli un tiers des voix seulement, lors des élections précédentes, en novembre 1932. Ainsi porté au pouvoir, Hitler et les nazis purent utiliser les moyens de l'Etat, en complément de leurs propres bandes armées, pour éliminer tous les partis d'opposition, pourchasser, emprisonner, torturer ou assassiner des milliers de militants communistes et socialistes, en même temps qu'ils persécutaient les Juifs.

Dès le lendemain de la nomination d'Hitler, les Sections d'assaut, « *d'un bout à l'autre de l'Allemagne, s'emparent de la rue, molestent les passants, arrêtent qui bon leur semble, pénètrent dans les maisons et perquisitionnent où il leur plaît* » raconte dans ses *Souvenirs*, André François-

Poncet, ambassadeur français en Allemagne à cette époque. « *Elles s'attaquent surtout à leurs adversaires communistes et socialistes, aux libéraux, aux juifs, mais aussi aux étrangers, voire même aux chauffeurs à cocarde des voitures diplomatiques* ». La terreur redouble après l'incendie, attribué aux communistes, du Reichstag (le Parlement) le 27 février 1933, à quelques jours des élections du 5 mars. « *De cet incendie on ne peut dire qu'une chose, expliquait un réfugié politique allemand au journal Le Crapouillot, en juillet 1933 : s'il y a une providence et que cette providence soit de connivence avec Hitler, alors, - mais alors seulement, - ce sont les communistes qui ont mis le feu au Parlement. D'ailleurs, pour quiconque possède du jugement et du bon sens, la signification et le but de cette comédie sont que le Reichstag a brûlé afin que la guerre faite aux partis d'opposition puisse être poussée à son extrême. Car même celui qui connaît l'Histoire et sait pertinemment de quelle manière infâme le suffrage universel a déjà été trompé et exploité par des gouvernements dénués de scrupules, même celui-là devra reconnaître : jamais une grande nation n'a été aux urnes dans des conditions semblables, n'a été tenue autant à l'écart de la vérité, autant exposée au feu roulant du mensonge, bâillonnée, garrotté, étourdie de coups en plein front, livrée à une terreur aussi effrénée, que le peuple allemand en ce jour d'élections du 5 mars 1933. Les mots sont insuffisants pour dépeindre ces élections. Il faut les avoir vécues, les avoir douloureusement subies. Et pourtant ! Que malgré l'avalanche de promesses et de mirages, de calomnies et de menaces, malgré cette débauche de propagande, malgré la terreur, des millions et des millions d'électeurs ne se soient pas laissé ébranler dans leur volonté de voter contre Hitler, c'est un fait tout à l'honneur du peuple allemand et c'est aussi la preuve qu'il possède un fort et incorruptible noyau républicain et démocratique.*

A côté de sept millions de socialistes, cinq millions du Centre, trois millions et demi de communistes, dans de telles élections, dix-sept millions d'Hitlériens, soit pas plus de 44 % des électeurs, -cela n'est pas une victoire glorieuse pour la Croix gammée. »

Interdiction du parti communiste le 6 mars, création des premiers camps de concentration (Dachau et Oranienburg) le 21, vote des pleins pouvoirs à Hitler par le parti nazi et ses alliés au parlement à la fin du même mois, dissolution des syndicats ouvriers en mai, dissolution du Parti social-démocrate le 22 juin 1933. Le 14 juillet 1933, le parti nazi fut proclamé parti unique. Une véritable chape de plomb s'abattait sur l'Allemagne.

« Le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires »

Quand les illusions démocratiques, analogues à celles qu'exprime le témoignage cité plus haut, furent dissipées par la violence des bandes nazies et de l'appareil répressif de l'Etat rallié à Hitler, il était déjà trop tard. La classe ouvrière représentait une force formidable en Allemagne, mais elle avait été désarmée par ses propres dirigeants, en premier lieu sociaux-démocrates. Ces derniers étaient tellement respectueux de l'ordre établi, tellement confiants dans la démocratie bourgeoise qu'ils crurent même pouvoir continuer à exister légalement après l'arrivée d'Hitler au pouvoir et même après le 5 mars, et au prix de quelle indignité ! L'expulsion des juifs de leurs propres rangs !

Cette attitude du parti social-démocrate était dans la continuité de son ralliement à l'ordre établi au moment de la Première guerre mondiale, puis, à la fin de la guerre, de la révolution dont ils assumèrent la responsabilité de la répression sanglante menée par les Corps francs.

A ce propos, Trotsky écrivait dans *Qu'est-ce que le national-socialisme ?*, en mai 1933 : « *Les nazis baptisent leur coup d'Etat du nom usurpé de révolution. En fait, en Allemagne comme en Italie, le fascisme laisse le système social inchangé. Le coup d'Etat d'Hitler, en tant que tel, n'a même pas droit au titre de contre-révolution. Mais on ne peut pas le considérer isolément : il est l'aboutissement d'un cycle de secousses qui ont commencé en Allemagne en 1918. La révolution de novembre, qui donnait le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats, était fondamentalement prolétarienne. Mais le parti qui était à la tête du prolétariat, rendit le pouvoir à la bourgeoisie. En ce sens, la social-démocratie a ouvert une ère de contre-révolution, avant que la révolution n'ait eu le temps d'achever son œuvre. Toutefois, tant que la bourgeoisie dépendait de la social-démocratie, et par conséquent des ouvriers, le régime conservait des éléments de compromis. Mais la situation intérieure et internationale du capitalisme allemand ne laissait plus de place aux concessions. Si la social-démocratie sauva la bourgeoisie de la révolution prolétarienne, le tour est venu pour le fascisme de libérer la bourgeoisie de la social-démocratie. Le coup d'Etat d'Hitler n'est que le maillon final dans la chaîne des poussées contre-révolutionnaires* ».

Le nazisme, puis la guerre, l'extermination des juifs, furent le prix payé au maintien de la société capitaliste décadente dans les années 1920, l'aboutissement de la réaction mondiale, de la contre-

révolution engagée dès les lendemains de la révolution d'Octobre en Russie. Celle-ci, demeurée isolée, était étouffée par le stalinisme. Les Partis communistes et la III^{ème} Internationale, qui avaient repris le flambeau de la révolution après la faillite des sociaux-démocrates, étaient déjà gangrenés par la réaction bureaucratique. En Allemagne, le Parti communiste fut incapable d'unifier les rangs de la classe ouvrière pour faire front contre le fascisme, refusant de proposer une alliance de combat au parti social-démocrate, qualifié de « social-traître ».

L'embrigadement des classes moyennes au service du grand capital

Quand la crise économique mondiale, déclenchée aux Etats-Unis par le krach boursier du jeudi 24 octobre 1929, atteignit l'Allemagne, celle-ci sortait à peine de la crise et du marasme de l'après-guerre. L'impérialisme allemand avait payé au prix fort sa défaite. Perte de ses colonies, territoire amputé par le traité de Versailles, occupation de la Ruhr par l'armée française, paiement de lourdes réparations de guerre : dans le cadre d'une Europe « réduite à la portion congrue », selon les mots de Trotsky, par la puissance montante des Etats-Unis, ses rivales bourgeoises européennes, en particulier la France, lui avaient fait supporter une grande partie des frais de leur propre crise. La bourgeoisie allemande, à son tour, faisait payer la classe ouvrière, avec le concours de la social-démocratie qui fut de tous les gouvernements pendant la République de Weimar.

En 1929-1930, la crise mondiale ruina en quelques mois l'éphémère prospérité, grandement spéculative, qu'avait entraînée l'afflux de capitaux américains déversés sur le pays à partir de 1924. Le nombre de chômeurs atteignit 6 millions, les asiles et les soupes populaires ne désemplissaient pas. Etaient frappés de plein fouet non seulement les ouvriers, mais également l'ensemble de la petite bourgeoisie, ses couches anciennes comme les artisans, commerçants ou paysans, ou celles qui dépendaient du développement récent des trusts, employés, techniciens, gérants.

*« Le chaos de l'après-guerre, écrivait Trotsky dans *Qu'est-ce que le national-socialisme ?*, frappait les artisans, les marchands et les employés aussi durement que les ouvriers. La crise de l'agriculture ruinait les paysans. La décadence des couches moyennes ne pouvait signifier que leur prolétarianisation dans la mesure où le prolétariat sécrétait lui-même une armée gigantesque de chômeurs chroniques. La paupérisation de la petite bourgeoisie, à peine dissimulée sous les cravates et les bas de soie synthétique, sapait toutes les croyances officielles et surtout la doctrine du parlementaire démocratique.*

La multiplicité des partis, la fièvre froide des élections, les changements constants de gouvernements exacerbèrent la crise sociale par un kaléidoscope de combinaisons politiques stériles. Dans l'atmosphère chauffée à blanc par la guerre, la défaite, les réparations, l'inflation, l'occupation de la Ruhr, la crise, le besoin et la rancune, la petite bourgeoisie se rebella contre tous les vieux partis qui l'avaient trompée. Ces vexations, vivement ressenties par les petits possédants qui ne pouvaient échapper à la faillite, par leurs fils qui sortaient de l'université et ne trouvaient ni emploi, ni client, et par leurs filles qui restaient sans dot et sans fiancé, réclamaient l'ordre et une main de fer. »

Hitler et les nazis s'employèrent à capter le mécontentement des classes moyennes en flattant tous leurs ressentiments, leurs vexations, laissant croire qu'ils s'attaqueraient au Capital, mais surtout international, symbolisé dans les préjugés d'un autre âge par le banquier juif, tout en dirigeant leur révolte contre tous les juifs transformés en boucs émissaires et contre ceux qui étaient plus bas dans l'échelle sociale, les ouvriers.

Leur programme comprenait les ingrédients les plus divers, réunis et réutilisés en fonction de l'écho renvoyé par les foules vibrant aux discours d'Hitler. Une fois au pouvoir, Hitler mit de côté tout le vernis anti-capitaliste de son programme. L'ambiguïté fut définitivement levée lors de la « nuit des longs couteaux », en juin 1934, au cours de laquelle furent assassinés des centaines de SA qui croyaient à l'avènement d'une deuxième révolution, « socialiste » celle-là, après la « révolution nationale ».

Hitler s'était servi des petits bourgeois enrégés qu'avait embrigadés le parti nazi pour les lancer contre la classe ouvrière, l'écraser et la désorganiser physiquement. Mais son programme était bel et bien celui du grand Capital, de l'impérialisme allemand qui l'avait financé et porté au pouvoir pour anéantir le mouvement ouvrier et qui réclamait désormais un nouveau partage du monde, la guerre.

Le mythe de la race aryenne et l'antisémitisme

Refusant sa déchéance, incapable d'une politique propre parce que coincée entre la grande bourgeoisie et la classe ouvrière, la petite bourgeoisie laissée aux mains des nazis par l'inaction des partis ouvriers, croyait trouver sa revanche dans l'élévation d'un chef et l'exaltation de la race, préjugé moyenâgeux, qui ne pouvait prouver sa supériorité que par le mépris et la violence exercés à l'encontre des « races inférieures ».

L'antisémitisme, en tant qu'ersatz frauduleux tenant lieu d'anticapitalisme, avait toujours figuré au programme du parti nazi. « *Dans le domaine de l'économie contemporaine, internationale par ses liens, impersonnelle dans ses méthodes, écrivait Trotsky dans la brochure déjà citée, le principe de race semble sorti d'un cimetière moyenâgeux. Les nazis font par avance des concessions : la pureté de la race qui se contente d'un passeport dans le royaume de l'esprit, doit surtout prouver son savoir-faire dans le domaine économique. Cela signifie dans les conditions actuelles : être compétitif. Le racisme, débarrassé des libertés politiques, revient au libéralisme économique par la porte de derrière.*

Pratiquement, le nationalisme en économie se réduit à des explosions d'antisémitisme impuissantes, malgré toute leur brutalité. Les nazis éloignent du système économique actuel, comme une force impure, le capital usurier ou bancaire : la bourgeoisie juive occupe précisément dans cette sphère, comme chacun sait, une place importante. Tout en se prosternant devant le capitalisme dans son entier, le petit bourgeois déclare la guerre à l'esprit mauvais de lucre, personnifié par le juif polonais au manteau long et, bien souvent, sans un sou en poche. Le pogrome devient la preuve supérieure de la supériorité raciale... ».

Dès leur arrivée au pouvoir, les nazis instaurèrent des mesures discriminatoires à l'égard des juifs. De coups de mains et pogromes organisés par les bandes nazies avant 1933, la violence contre les juifs s'intensifia jusqu'à être organisée méthodiquement à l'aide de tous les moyens d'un Etat moderne, au fur et à mesure que le régime nazi s'engageait plus avant dans la marche à la guerre, puis la guerre elle-même, jusqu'à cette monstruosité de la « solution finale », mise en place en 1941.

En 1933, fut décrété le 1^{er} avril, le boycott des commerçants, avocats et médecins juifs. En mai 1935, juste après l'annonce du réarmement de l'Allemagne, les juifs furent exclus du service militaire et en septembre, une nouvelle loi sur la citoyenneté allemande distingue les citoyens de « race pure » et les « sujets » et interdit mariage et relations sexuelles entre juifs et aryens. En 1938, après l'annexion de l'Autriche, une série de nouvelles lois discriminatoires est promulguée et le 28 octobre, la gestapo arrête 17000 juifs. Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, c'est la « nuit de cristal », gigantesque pogrome organisé dans toute l'Allemagne : près d'une centaine de juifs sont assassinés, des magasins juifs et des synagogues sont pillés et incendiés. 30 000 juifs sont déportés dans les camps de concentration de Dachau, Buchenwald et Sachsenhausen. Le 1^{er} janvier 1939, Hitler annonce qu'il envisage, en cas de guerre, « l'extermination de la race juive en Europe ».

En juin 1941, parallèlement à l'invasion de l'URSS, se met en place la « solution finale » qui se traduit dans un premier temps par des massacres en masse, comme à Babi Yar, en Ukraine, où 33000 juifs furent fusillés en deux jours avant de se conclure par la mise en place des « usines de la mort » qu'étaient Treblinka, Sobibor ou Auschwitz. On estime au moins à 5 millions le nombre de juifs ainsi assassinés, dont un million dans le seul camp d'extermination d'Auschwitz.

Une guerre de partage du monde

Aujourd'hui, les représentants de toutes les bourgeoisies de la planète commémorent avec émotion le 60^{ème} anniversaire de la libération des camps. Mais dans le monde de la fin des années 1930, aucun pays du camp démocratique n'ouvrit largement ses portes aux juifs qui tentaient d'échapper à la barbarie nazie. Même aux Etats-Unis, pays alors le plus riche, les visas n'étaient délivrés qu'au compte-gouttes. Et combien de juifs, réfugiés en France avant la guerre, furent raflés et déportés par les soins de la police française elle-même durant l'occupation ?

Répondant à l'accusation lancée contre lui par un pasteur d'extrême droite, comme quoi il aurait reçu des années auparavant l'argent de capitalistes juifs, Trotsky écrivait, dès novembre 1938: « *J'ai déjà répondu dans la presse que c'était faux. Je n'ai pas reçu d'argent non pas, bien entendu, parce que j'aurais refusé un soutien financier pour la révolution, mais parce que la bourgeoisie juive n'a pas proposé un tel soutien. La bourgeoisie juive est restée fidèle au principe : ne rien donner. Même aujourd'hui, quand c'est de sa tête qu'il s'agit. Étouffant dans ses contradictions, le capitalisme dirige*

des coups forcenés contre les Juifs et en outre une partie de ces coups tombe sur la bourgeoisie juive en dépit de tous ses " services " passés rendus au capitalisme. Des mesures de nature philanthropique pour les réfugiés deviennent de moins en moins efficaces en comparaison de l'immensité des maux qui accablent le peuple juif.

C'est maintenant le tour de la France. La victoire du fascisme dans ce pays signifierait un grand renforcement de la réaction et une monstrueuse croissance d'un violent anti-sémitisme dans le monde entier, surtout aux États-Unis. Le nombre de pays qui expulsent les Juifs ne cesse de croître. Le nombre de pays capables de les accueillir diminue. En même temps la lutte ne fait que s'exacerber. Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais, même sans guerre, le prochain développement de la réaction mondiale signifie presque avec certitude l'extermination physique des Juifs. »

Quelques articles dans les journaux l'ont rappelé : les camps de concentration et d'extermination ont été libérés en passant. Les Alliés savaient, depuis le début, ce qu'était la « solution finale », mais ils n'ont rien tenté pour couper les voies de chemin de fer menant à Auschwitz. Ce n'était pas la priorité des opérations de guerre et de « libération ». Dans *Les Jours de notre mort*, David Rousset faisait dire à un de ses personnages, un des militants communistes qui avaient organisé le réseau de résistance du camp de Buchenwald : « Ils ne font pas la guerre pour libérer les camps de concentration. Faire entrer Buchenwald dans leur stratégie militaire signifierait que leur état-major pense la guerre dans ses données de classe ; qu'il vise un objectif de révolution sociale ; qu'il s'agit pour lui de détruire l'armée nazie en forgeant en même temps les cadres ouvriers d'une Allemagne socialiste ; qu'il poursuit, parallèlement à son offensive, la mobilisation politique des masses allemandes. » Un des premiers gestes de l'état-major allié, en prenant possession du camp, fut de désarmer le comité des résistants qui s'étaient soulevés quelques jours avant son arrivée.

Dans les pays vaincus, les armées de libération adoptèrent une politique de terrorisme en bombardant les grandes concentrations ouvrières, tant dans les villes d'Allemagne, qu'au Japon où furent expérimentées les premières bombes atomiques. Il s'agissait de réduire à néant toute possibilité de soulèvement populaire contre les dictatures. Quant à l'armée soviétique, qui libéra le camp d'Auschwitz, elle fut abreuvée de propagande grand-russe, nationaliste et anti-allemande par l'appareil stalinien de façon à empêcher qu'elle puisse être une réelle armée de libération, comme la voyaient encore à l'époque les classes ouvrières.

Galia Trépère



Notes de lecture :

Que pense Allah de l'Europe ?

de Chahdortt Djavann (éd. Gallimard, 5,5 €)

Que pense Allah de l'Europe ? poursuit le combat de *Bas les voiles !* contre l'oppression des femmes et le poids de la religion sur la société. Pour tous ceux qui luttent pour l'émancipation des opprimés contre l'embrigadement religieux dans lequel s'inscrit entre autres l'islamisme politique, ce pamphlet de Chahdortt Djavann est riche d'arguments et de raisonnements pour comprendre la stratégie des islamistes qui cherchent à accroître leur influence sur les populations issues de l'immigration en Europe.

Le « mythe de la patrie islamiste » : une politique pour gagner de l'influence

Islam des jeunes, des banlieues, des pauvres, de France, européen, modéré, féministe, culturel, traditionnel... une des tactiques des islamistes consiste tout d'abord à mettre systématiquement en avant l'islam comme « référence unique, le repère » pour essayer de regrouper le plus largement autour d'eux.

« On parle parfois du danger 'communautariste', écrit l'auteur. Il y a peut-être là une imprécision de langage... Il s'agit, pour reprendre un vieux mot, de confessionnalisme. ... une conception prosélyte, totalitaire et impérialiste de la religion. Le confessionnalisme islamiste ne se soucie pas plus particulièrement des communautés turques, algériennes ou autres... il entend unir les musulmans indépendamment de leurs origines nationales ».

De ce point de vue, l'Europe est pour eux un « laboratoire idéal », qui offre un cadre large où vivent des dizaines de nationalités différentes, parfois avec un sentiment de déracinement, auxquelles les islamistes essaient d'imposer une identité religieuse, comme substitut au sentiment national.

Expérimentée en Iran, cette stratégie a servi dans la guerre Iran-Irak (1980-1988) pour envoyer des centaines de milliers de jeunes à la boucherie (entre 1 et 3 millions de morts) : « La patrie n'était pas l'Iran, mais l'islam. C'est l'islam que défendaient les combattants iraniens ».

« Aujourd'hui, c'est dans les banlieues de l'Europe ... que ... les mollahs déturbanés, les missionnaires de l'islamisme essaient, au nom de l'islam sans frontières, de répandre le mythe de la patrie islamique.

La « nouvelle identité musulmane » est l'expression qui révèle leur but. Et les politiques communautaristes comme celle avancée par Sarkozy pour diviser les opprimés, favorisent ce but en accordant aux dignitaires religieux des pouvoirs de représentation auprès de l'Etat ou des pouvoirs locaux, sous prétexte de diminuer l'influence de « l'islam des caves ».

Les islamistes cherchent par tous les moyens à créer, renforcer, développer un sentiment identitaire pour soumettre la vie politique et sociale à la religion. Bien sûr, ils ne feront pas de l'Europe un nouvel Iran, mais cette stratégie leur permet, dès maintenant, de gagner de l'influence et du pouvoir et de négocier des places auprès de l'Etat, en monnaie d'échange du contrôle qu'ils prétendent assurer sur les populations d'origines immigrées.

Le voile « emblème du système islamiste »

Et c'est là que le voile joue un rôle fondamental pour eux, car il est la marque incontournable de ce contrôle.

Chahdortt Djavann reprend l'analyse développée dans *Bas les voiles !* expliquant que « le voile a depuis toujours été le symbole de l'infériorité des femmes dans les trois religions monothéistes », l'instrument qui réduit l'identité de la femme à un objet sexuel. Contrainte elle-même à porter le voile en Iran pendant dix ans (voir son roman autobiographique *Je viens d'ailleurs*), elle raconte comment ce simple petit mot, passé à sa voisine de classe, lui valut d'être renvoyée du lycée : « la chose est évidente : nous avons quatorze ans, notre destin est écrit, 'mektub', notre voile est notre identité et notre identité est notre voile ».

Son explication est en rupture avec toutes les divagations d'ordre vestimentaire, traditionnel, identitaire... qui ne disent pas clairement que le voile est avant tout un instrument d'oppression. Elle ridiculise les prétentions sociologiques voire psychologiques qui traitent cette question au « cas par cas », discutant des motivations « individuelles » des jeunes filles qui portent le voile. Ces motivations ou justifications individuelles ne changent en rien la signification du voile ou le contenu de la bataille politique de ceux qui veulent l'imposer (si possible avec le consentement des victimes).

Le voile est une des clés du prosélytisme islamique. Il lui permet de s'afficher, de montrer physiquement sa progression, d'exercer une pression sur celles et ceux qui veulent résister à l'oppression. Il délimite la « communauté ». « Avec le voile, les femmes acquièrent une valeur marchande, deviennent des objets de valeur, des objets d'échange entre les hommes, entre les pères, les frères et les futurs maris ... Pour accéder à ce marché, il faut être ou devenir musulman ».

L'islamophobie, « machine de guerre idéologique »... inventée par les islamistes

La bataille pour le voile joue un autre rôle important pour les islamistes, car elle leur permet de trouver un appui auprès de certains « intellectuels » des pays européens, en prenant la posture des victimes de l'islamophobie.

Chahdortt Djavann explique que « le terme 'islamophobie' fut inventé –on ne le dit jamais– par des mollahs iraniens juste après la révolution islamique. L'islamophobie fut l'anathème jeté sur les

quelques centaines de milliers d'opposants que le régime islamiste a exécutés... L'islamophobie résume l'idéal totalitaire d'un régime islamiste pour qui toute opposition est considérée comme une atteinte à l'islam et à ce titre justiciable de la peine de mort. Parler d'islamophobie, à propos de ceux qui critiquent les dogmes de l'islam, c'est évidemment entrer dans le jeu des islamistes. On peut s'étonner qu'un certain nombre d'intellectuels et de politiques, et à leur tête le Mrap, aient entériné sans sourciller, l'usage d'un terme qui a tout d'une machine de guerre idéologique. »

Dans l'autre sens, les termes de liberté, de démocratie, de droit, de féminisme, sont repris par les islamistes, dans une entreprise méticuleuse de détournement du langage. « *La liberté, c'est celle d'obéir aux dogmes* ». Quant au « *féminisme islamiste* », il s'est développé lui aussi en Iran, après vingt ans d'oppression, d'assassinats, de diktats, de lapidations... pour expliquer que grâce aux lois islamiques, les femmes étaient émancipées et protégées de la décadence occidentale.

Chahdortt Djavann démonte un à un les pièges de l'argumentation de l'islam politique et pointe aussi une certaine condescendance, un « *racisme subtil* », existant en Europe, qui assigne automatiquement les personnes venant de l'immigration à une religion, en les enfermant dans l'horizon indépassable du communautarisme religieux.

* * *

Pour Chahdortt Djavann, il est clair que la progression des islamistes en Europe a des causes sociales, à commencer par la dégradation des conditions d'existence des populations, et politiques, mépris étatiques des populations d'origines immigrées et progression de l'extrême droite.

Si elle ne montre pas que cette régression est liée aussi au recul du mouvement ouvrier qui donnait un contenu social aux idées progressistes, son livre est un outil indispensable pour les révolutionnaires et les progressistes qui militent contre le racisme, pour l'unité des opprimés et veulent combattre pour la démocratie, c'est-à-dire la prise en main lucide et consciente de leur destin par les opprimés contre tous les obscurantismes religieux.

Franck Coleman



Pour le monde du travail, exercer ses droits de citoyens, c'est s'organiser en parti, revendiquer son droit à diriger la société

Il est de mode aujourd'hui de repenser les rapports entre les citoyens et les partis politiques, de prétendre à « une refondation des pratiques sociales », etc. En un mot, bon nombre d'intellectuels, d'hommes politiques s'interrogent sur les moyens de réconcilier les citoyens avec des partis politiques dont il s'est avéré qu'ils étaient bien plus soucieux de leurs propres intérêts que de ceux de ces dits citoyens.

Le choc de l'élection présidentielle du 21 avril 2002 a révélé cette rupture entre les partis gouvernementaux, institutionnels et la grande majorité de l'opinion. Cette rupture loin de se résorber est un des éléments importants de la nouvelle donne politique.

Au sein du monde du travail, parmi la jeunesse, l'abstention devient un comportement de plus en plus répandu.

Elle peut déboucher sur une nouvelle conscience politique et sociale, contestatrice, subversive.

Faire de la politique est inscrit dans notre propre nature humaine. Aristote ne disait-il pas que l'homme est « un animal politique » ? Redonner à l'action politique sa dimension humaine et libératrice, faire de la politique autrement, c'est contester radicalement les fondements mêmes de l'ordre bourgeois, la propriété privée, comme l'idéologie et la morale qui la servent ou la corruption qu'elle nourrit.

Pour les classes défavorisées, pour l'ensemble des salariés, faire de la politique consciemment, en

toute lucidité, pour défendre les intérêts de sa classe est la seule voie pour échapper à l'aliénation, cette dépossession de soi-même, conséquence des rapports d'exploitation.

Il s'agit bien plus que d'affirmer ses droits de citoyen. Ce langage désuet date d'une autre révolution, la révolution bourgeoise où il s'agissait alors pour la nouvelle classe dominante de conquérir le pouvoir en présentant ses propres intérêts de classe comme universels, intérêts de tous les citoyens. Pour combattre les privilèges de la noblesse et affirmer le droit aux nouveaux privilèges de la propriété bourgeoise, elle concédait à la population l'égalité formelle, politique, et encore le fit-elle toujours de manière purement restrictive. Elle jetait sur les rapports d'exploitation le voile de l'égalité formelle entre les citoyens.

Une nouvelle révolution affirmera le droit de tous les hommes à bénéficier pleinement de l'ensemble des progrès, des richesses tant matérielles que culturelles.

La suite de cet article sur notre site : www.lcr-debatmilitant.org

**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**

